



**HAL**  
open science

# L'invention d'une tradition " militante " au Mouvement des jeunes socialistes

Lucie Bargel

► **To cite this version:**

Lucie Bargel. L'invention d'une tradition " militante " au Mouvement des jeunes socialistes. *Sociologie des socialistes*, Apr 2007, Lille, France. halshs-00869406

**HAL Id: halshs-00869406**

**<https://shs.hal.science/halshs-00869406>**

Submitted on 3 Oct 2013

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Communication à la journée d'étude du CERAPS (CNRS-Lille 2), « Sociologie des socialistes français », 6 avril 2007. A paraître in Rémi Lefebvre et Frédéric Sawicki (dir.), *Sociologie des socialistes*, Paris, Economica.

## **L'invention d'une tradition « militante » au Mouvement des jeunes socialistes Lucie Bargel**

A l'opposé des constats désormais classiques de la sociologie des partis et du personnel politique, le Mouvement des jeunes socialistes présente la particularité de désigner des présidents moins dotés en ressources sociales et politiques héritées que ne l'est la majorité de ses adhérents. Ainsi, les deux présidents élus en 2003 et en 2005 ne figurent pas parmi les 17 % des membres du MJS dont un parent est élu local, ni même parmi les 31 % dont un parent au moins est adhérent du PS à la même période<sup>1</sup>. De plus, alors que le recrutement social de l'organisation sur-représente les cadres et professions libérales (39 % des pères et 20 % des mères) et les professions intermédiaires (27% des pères et 32% des mères), au détriment des employées (24% des mères) et des ouvriers (7% des pères), Olivier et Toufic<sup>2</sup> sont tous deux enfants d'ouvrier et/ou d'employées<sup>3</sup>. Or, cette situation n'est pas le fruit d'une politique volontaire de production d'une élite ouvrière et de ses dispositifs de formation et de sélection afférents, comme cela fut le cas du PCF [Pudal, 1989]. Au contraire même, son président élu en décembre 2005 insiste, face à la presse – et aussi à des responsables du PS<sup>4</sup> - qui le dépeint sous les traits du jeune « beur » de « cité », sur le fait que seule importe, de son point de vue, sa « légitimité militante »<sup>5</sup>. C'est bien en effet au « militantisme » qu'il faut s'intéresser pour comprendre les processus de légitimation de compétences en vigueur au sein de l'organisation de jeunesse du Parti socialiste.

Alors que le terme tend à être utilisé de manière routinière en science politique, il est porteur de connotations plurielles et souvent normatives, opposant, pour ce qui nous intéresse ici de manière centrale, les militants bénévoles et désintéressés [Gaxie, 1977; , 2005] aux élus ou aux experts. On peut en effet circonscrire de manière négative le type d'acteur politique ainsi désigné : comme en témoignent les expressions usuelles « simple militant » ou « militant de base », ce sont ceux qui n'ont pas d'autre ressource que leur dévouement à l'organisation, et qui en retirent des rétributions essentiellement symboliques. Le terme renvoie ainsi, de manière plus ou moins explicite, aux ressources sociales et aux pratiques de participation politique des groupes dominés, en particulier des ouvriers [Collovald, 2002], mais aussi aux filières d'accès au métier politique : les « militants » se situent ainsi du côté de la filière partisane, par opposition aux « notables » ou aux « technocrates » [Dogan, 1967]. Ainsi délimitée, la « légitimité militante » apparaît essentiellement comme une légitimité *par*

---

<sup>1</sup> Ces données proviennent d'un questionnaire passé auprès des délégués à deux Congrès du MJS, en décembre 2003 (n= 199) et 2005 (n=112).

<sup>2</sup> Les prénoms ont été modifiés.

<sup>3</sup> La mère d'Olivier devient aide-soignante après le décès précoce de son père, militaire ; le père de Toufic, grossiste en fruits et légumes, décède lui aussi jeune ; sa mère devient employée, de service puis de commerce.

<sup>4</sup> Cf. discours de Hollande « tu nous montres l'exemple » repris dans un quotidien national qui titre « MJS: un patron issu de l'immigration pour montrer l'exemple aux grands », décembre 2005.

<sup>5</sup> Cf. par exemple sa déclaration à *Var Matin* après son élection en décembre 2005 : « Et après...Beur ou pas beur, ma progression démontre une pertinence dans l'action. [...] Je n'ai qu'une boussole : la légitimité militante » ou dans l'article cité : «Je suis militant socialiste, point. Je ne suis pas un socialiste "rebeu". »

*défaut*. Et en effet, on va voir que cette tradition « militante » est inventée, au cours de l'histoire du MJS, par des groupes minoritaires au sein du Parti socialiste. La position d'*outsider* au sein de la « famille socialiste » que connaît l'organisation de jeunesse, pour des raisons tant structurelles – la dévalorisation politique de la jeunesse – que conjoncturelles – le groupe dirigeant du MJS est, depuis 2003, lié au Nouveau parti socialiste<sup>6</sup>, minorité « de gauche » du PS – fournit alors une explication à la propension de ses membres dirigeants à se faire les défenseurs du « militantisme », contre la « professionnalisation » du parti et ses querelles d'appareil.

**« Pendant le Congrès [du MJS] le militantisme continue »**

« Dix ans aujourd'hui que le MJS autonome existe. [...] Depuis dix ans nous avons fait le choix de nous épargner les querelles a priori, en mettant les militants, et non les sensibilités politiques, au cœur de notre procédure de Congrès. [...] L'actualité du MJS ne se résume pas au Congrès de Lamoura. Nous ne sommes pas et nous ne serons jamais des professionnels de la politique. C'est en militant que le MJS grandit depuis 10 ans. » (*Le temps des conquêtes*, magazine bimestriel du MJS, n°21, octobre-novembre 2003)

Cette définition négative du marqueur « militant » du MJS ne suffit néanmoins pas à comprendre comment, au sein de l'organisation elle-même, il en vient à constituer le mode de légitimation dominant de ses dirigeants, et en particuliers des plus centraux, ses présidents. C'est en s'attachant aux qualités reconnues à ces derniers que l'on peut tenter de saisir, de manière positive cette fois, les contours de cette « légitimité militante ». Plus précisément encore, ce sont à leurs caractéristiques sociales et genrées auxquelles il convient de prêter attention. A l'exception des travaux d'Isabelle Sommier sur la CGT [Sommier, 1993], la plupart des études de science politique ont été aveugles aux dimensions genrées de la figure du militant ouvrier. Pourtant, dans le cas du MJS depuis 2003, on voudrait montrer que c'est bien le genre masculin qui constitue le principe unifiant des logiques de légitimation de ses dirigeants, et qui sous-tend une retraduction spécifique des ressources sociales et scolaires. Plus encore, alors que les démonstrations de masculinité ont tendance à être renvoyées du côté du populaire [Singly, 1993], il faut comprendre comment, dans le cas qui nous intéresse, cette masculinité populaire incarnée dans la figure du « militant » peut constituer une norme dominante même pour les jeunes hommes et les jeunes femmes issu-e-s de milieux sociaux favorisés qui composent aujourd'hui la majorité des membres de l'organisation. Si le genre masculin prend des significations différentes selon les espaces sociaux, la virilité, entendue comme « une performance masculine qui exprime de manière exacerbée la domination masculine, en particulier dans sa composante sexuelle (l'ostentation de la domination sexuelle masculine) et physique (force, recours à la violence) » [Guyon, 2008] apparaît bien plus homogène.

La prégnance actuelle de cette norme « militante » est d'abord le résultat de l'histoire de l'organisation de jeunesse au sein de la « famille socialiste », et de l'appropriation consubstantielle de « l'autonomie » et du « militantisme » du MJS par des prétendants au sein du Parti socialiste. Néanmoins, cette histoire ne s'est pas mécaniquement transformée en « tradition »<sup>7</sup> : c'est parce qu'un même groupe travaille à sa construction et à son entretien

---

<sup>6</sup> Liens qui restent stables depuis le Congrès de Dijon du PS de 2003 malgré les changements de contours et de positionnement de ce courant.

<sup>7</sup> « Les “ traditions inventées ” désignent un ensemble de pratiques de nature rituelle et symbolique qui sont normalement gouvernées par des règles ouvertement ou tacitement acceptées et qui cherchent à inculquer certaines valeurs et normes de comportement par la répétition, ce qui implique automatiquement une continuité avec le passé. En fait, là où c'est possible, elles tentent normalement d'établir une continuité avec un passé historique approprié. » Eric HOBBSBAWN, « Inventer des traditions [ed. original "Inventing Traditions" in Eric

depuis dix ans d'une part, et d'autre part parce qu'elle rencontre la situation actuelle du MJS dans la configuration politique et partisane que la « légitimité militante » s'impose dans l'organisation de jeunesse.

## **1. La construction du moment fondateur : Où le Mouvement des jeunes socialistes devient « autonome » et « militant »**

### « L'AUTONOMIE » DU MJS : UNE REVENDICATION DE PRETENDANTS

La question de « l'autonomie » statutaire du MJS est récurrente dans les débats internes de l'organisation de jeunesse comme du parti depuis, pour ce qui nous intéresse, la création de la Jeunesse Socialiste en 1969<sup>8</sup>. Les logiques selon lesquelles sont formulées des revendications d'autonomie du MJS, qu'il s'agisse pour des minoritaires de contester la direction du PS, ou pour de nouveaux entrants dans le parti de tenter de s'approprier la représentation des « jeunes socialistes » sont, tout au long des années 70 et 80, modelées d'une part par les logiques de la concurrence interne au PS, mais aussi, d'autre part, par l'importance politique accordée à la jeunesse, modelée par la conjoncture – périodes de campagne électorale, ou, plus structurellement, de l'attention renouvelée aux mobilisations étudiantes à partir de 1986.

On pourrait détailler, comme le fait Yves Poirmeur pour le « social » [Poirmeur, 1990], les variations dans la manière d'envisager l'autonomie du MJS par les courants du PS selon leurs positions et leurs alliances dans le parti. On n'en donnera ici qu'un exemple, celui du CERES au cours des années 70. « L'autonomie » de la JS, depuis le Congrès d'Epinay et jusqu'en 1975, correspond d'abord à une organisation dont les membres dirigeants sont dans leur grande majorité affiliés au Ceres, qui garantit, par ses accords avec les mitterrandistes, les dispositions statutaires qui permettent aux membres de la JS d'élire leurs responsables lors de Congrès<sup>9</sup>. J-P. Chevènement est Secrétaire National à la Jeunesse du PS pendant toute cette période. Après la rupture de l'accord d'Epinay entre le CERES et les mitterrandistes en 75, les seconds prennent le contrôle de la JS : dès lors, les instances nationales de direction du MJS sont désignées par la direction du Parti Socialiste.

Après la dissolution du Secrétariat National de la JS par Edith Cresson, le Comité Directeur du PS est saisi de la question de l'organisation de la jeunesse. La Secrétaire nationale à la jeunesse y déplore, outre une mauvaise gestion financière et le faible nombre de cartes, la « véritable intoxication par les tendances. Quand on demande à un groupe JS combien ils sont, on se fait répondre : tant pour Poperen, tant au CERES, etc... » J-P. Chevènement répond qu'il s'agit d'une « conception de l'autonomie des JS. Des camarades élus au nom des courants sont responsables devant leur courant. » (Procès Verbal du Comité Directeur des 2-3 mai 1975, OURS)

Les conflits quant à la désignation des responsables nationaux du MJS rendent explicite le sens accordé à l'autonomie : les dirigeants de l'organisation ne doivent pas répondre à la direction du Parti, mais à celle du courant qui y est majoritaire, bien que celui-ci soit dans le

---

HOBSBAWN et Terence RANGER, *The Invention of Tradition*, Cambridge University Press] », *Enquête. Anthropologie, histoire, sociologie*, n° 2, 1995 [1983],

<sup>8</sup> C'était déjà le cas pour les Jeunesses socialistes de la SFIO, créées en 1911. [Kergoat, 1987]

<sup>9</sup> Et également des Etudiants Socialistes, qui sont dissous dans le MJS en 1975.

même temps minoritaire dans le Parti. Il s'agit, autrement dit, de dénier à la direction du PS un rôle de contrôle sur l'organisation de jeunesse.

En 1978, les membres du CERES qui y siégeaient – en tant que courant minoritaire - quittent le Bureau national de l'organisation : leur lettre de démission exprime une opposition quant au rôle et au fonctionnement du MJS qui préfigure les volontés d'autonomie de l'organisation qui prennent forme tout au long des années quatre-vingt. En vertu des carences qu'ils décèlent au MJS (pas assez démocratique, pas assez présent dans la jeunesse, etc.), les minoritaires défendent la fin de la désignation de sa direction par la majorité du PS, censée permettre le développement d'un MJS plus « dynamique », plus « fort », plus « vivant », plus « démocratique », etc. (CAS, Fonds Pierre Mauroy, 116, Lettre d'Elisabeth Beau, Pascal Breton, Dominique Cabrera, Didier Chazelas, Eric Dupin, Luc Duvoux, François Fournier, Christophe Jacquemain, Michel Murraciolo, Denis Olivennes, Patrick Vaccaro et Patrick Weil à François Mitterrand et aux membres du Bureau Exécutif du Parti Socialiste, 3 juillet 1978). Ils défendent l'établissement d'instances de direction basées non plus sur l'état des rapports de concurrence interne au PS, mais sur le degré d'investissement dans le développement du MJS : dans cette perspective, le contrôle de l'organisation de jeunesse devrait revenir à ceux qui ont le plus à cœur d'œuvrer pour son développement. Il s'agit ainsi de valoriser une légitimité propre à l'organisation de jeunesse et indépendante de la position dans le parti. L'intérêt de telles logiques de légitimation pour les courants minoritaires du PS est évident : il s'agit de remettre en cause la légitimité d'une équipe désignée par la majorité du PS, mode de légitimation auquel ils ne peuvent prétendre, au profit d'une légitimation basée sur leur « vertu militante ».

Or, cette vertu « militante » est inséparable de la position dans le parti. On le constate de manière très nette, quand, en 1979, ce sont désormais les rocardiens qui s'approprient les revendications d'autonomie du MJS, en des termes très comparables.

Au Congrès de Metz du PS d'avril 79, la « mise sous tutelle » du MJS est contestée, dans le Parti Socialiste, par les rocardiens, qui réclament « un maximum d'autonomie » pour le MJS, « ou bien il n'y aura pratiquement plus de jeunes socialistes ». Cette prise de position contestatrice est à rapprocher de la situation du courant au sein du PS, qui échoue lors de ce Congrès à prendre la direction du parti. Le CERES revient pour sa part dans la majorité du parti (et contribue ainsi à faire battre les rocardiens), ce qui explique sa position très ambiguë : alors que les membres du courant se font les défenseurs de l'autonomie du MJS depuis Epinay, s'ils réclament toujours l'« élection libre de leurs responsables », ils demandent désormais une « autonomie organisationnelle du MJS sous le contrôle du PS », formule largement oxymorique. (Motions d'orientation, *Le poing et la rose*, n°79, février 79.)

L'appropriation – mouvante – de ces revendications d'« autonomie » du MJS par le CERES permet également d'illustrer toute l'ambiguïté sociale du marqueur « militant ». Si les membres et les dirigeants du CERES (comme d'ailleurs les rocardiens) investissent fortement une identité « militante », en vertu de l'orthodoxie théorique comme de l'expérience syndicale dont ils se réclament [Verrier, 2003], ils sont en même temps fortement dotés en ressources scolaires et expertes - l'ENA et le haut-fonctionariat pour leurs dirigeants, un niveau de diplôme supérieur à la moyenne des socialistes pour leurs membres [Rey and Subileau, 1991]. Il n'existe ainsi pas, dans leurs discours et leurs pratiques, de contradiction entre leurs trajectoires sociales et scolaires et leur positionnement « militant » au sein du Parti socialiste.

L'attention portée à l'organisation de jeunesse du Parti socialiste aurait pu rester une arme de prétendants, portés à disputer à la direction du PS la domination des différentes « secteurs » du PS. Mais la « coopération concurrentielle » interne au parti [Offerle, 2000 [1987]] est autant modelée par les stratégies des sous-groupes partisans que par le contexte politique avec lequel interagit le parti dans son ensemble. En particulier, pour ce qui nous intéresse, les représentations sociales et politiques de « la jeunesse » évoluent, et le mouvement étudiant de l'hiver 1986 vient renforcer « l'avènement politique de la figure de l'étudiant comme force de critique et de transformation sociale », entamé depuis 68 et conséquence d'une « généralisation d'un modèle étudiantin de la jeunesse » [Chamboredon, 1991]. Cette attention politique renouvelée aux mobilisations des « jeunes », qui s'exprime largement, y compris dans les sciences sociales [Mauger, 1990], prend une acuité particulière au Parti socialiste, investi par des syndicalistes étudiants précédemment trotskistes, issus de la Ligue communiste révolutionnaire en 1981 [Juhem, 1998], puis du Parti communiste internationaliste en 1986 [Yon, 2001].

C'est dans ce contexte, doublé d'une instabilité interne au PS, que le Mouvement des jeunes socialistes (re)conquiert une « autonomie » organisationnelle, c'est à dire la possibilité d'élire ses propres dirigeants et d'adopter ses propres textes d'orientation politique, déconnectés de ceux du parti. On ne revient pas ici en détail sur ce processus, entamé au Congrès de Lille d'avril 1987 et désormais circonscrit au « moment fondateur » du Congrès « constituant » du MJS d'octobre 1993, après que M. Rocard, alors Premier secrétaire, a officiellement accordé « l'autonomie ». Ce qui nous intéresse, c'est qu'au cours de ce processus, un groupe de jeunes hommes, aux propriétés et aux trajectoires sociales et politiques communes, acquiert une place centrale dans l'organisation de jeunesse, et investit fortement, dans l'établissement de cette position, « l'autonomie » et le « militantisme » du MJS. Il s'agit de jeunes « apparatchiks », qui doivent « tout » au parti, autrement dit dont l'ascension politique est déterminée de manière centrale par leur investissement dans le Parti socialiste et dans ses luttes internes.

Dès 1993-94, la participation des membres du MJS aux mouvements sociaux et étudiants de l'époque<sup>10</sup>, est particulièrement mise en avant. Dans ce contexte, on peut considérer la constitution par le MJS « autonome » de son propre service d'ordre ou de sa propre équipe de football comme « diverses expressions, objectivement accordées, de la valorisation de la force physique comme dimension fondamentale de la virilité » [Mauger, 1994]. Mais ces valeurs de virilité ne s'expriment pas uniquement, chez cette génération des « fondateurs » du MJS, dans la valorisation de la force physique : elles sont également au principe de qualités de détermination, de capacité d'intimidation, qui s'expriment, au sein des luttes intra-partisanes, dans la défense des positions de son courant. En somme il s'agit d'adjoindre à la force physique la force de caractère (la « grande gueule »), toutes deux participant d'une conception populaire de la masculinité [Duret, 1999].

L'autonomie du MJS correspond ainsi à une mise à distance des compétences d'appareil acquises dans les courants du PS – qui va de pair avec la distanciation de ces jeunes rocardiens avec leur propre courant – et, au contraire, une valorisation des normes « militantes » de l'Unef.

« [Avant l'« autonomie »] le MJS forme des cadres, surtout des cadres à l'intérieur des courants, c'est une sorte de pouponnière des courants, on y repère les bons, le cas échéant, s'ils sont

---

<sup>10</sup> Modification de la loi Falloux, mouvement anti-CIP, mobilisation contre les lois Pasqua...

suffisamment bons, ils basculent dans le Parti socialiste, ils y exercent des responsabilités, mais ça n'est pas le lieu qui fait émerger les principaux animateurs dans la jeunesse, parce qu'à ce moment là c'est l'UNEF. (...) [A l'UNEF] ils ont une culture militante qui n'est pas celle du Mouvement des jeunes socialistes, encore moins celle du club Forum [rocardien], qui rassemblait quand même un paquet de jeunes aux dents longues, universitaires, ou issus des grandes écoles, à la fin c'était quand même caricatural, c'te boutique. »

Or, et comme le suggère ce dénigrement de jeunes « issus des grandes écoles » de la part de Bruno, qui est pour sa part titulaire d'une licence d'histoire, cette valorisation de la « culture militante » de l'Unef n'est pas sans rapport avec les propriétés sociales de cette génération de fondateurs. L'« autonomie » du MJS correspond en effet également à la prise de pouvoir d'un groupe davantage démuné en ressources sociales, scolaires et politiques chez les jeunes rocardiens. La comparaison entre Daniel, successeur de M. Valls à la tête des clubs Forum et Bruno, qui devient avec l'autonomie du MJS « l'émetteur principal » pour les jeunes rocardiens, à la place du premier, est éloquente. En 1991, tous deux occupent une position similaire chez les jeunes rocardiens : ils en sont permanents, en tant qu'attachés parlementaires d'un député rocardien. Or, Daniel est le fils d'une « attachée commerciale »<sup>11</sup>, adjointe de Jean-Marc Ayrault à la mairie de Nantes depuis sa conquête par les socialistes en 1989 – elle est de plus adjointe à la vie associative et à la jeunesse. Bruno est pour sa part fils d'un ouvrier de l'Arsenal de Brest. Après le lycée, tandis que Daniel fréquente les classes préparatoires (hypokhâgne et khâgne), Bruno s'inscrit en fac d'histoire. Les deux jeunes hommes sont ainsi très inégalement dotés en ressources politiques et culturelles. Bruno, en entretien, valorise d'ailleurs très explicitement sa socialisation militante auprès de rocardiens particuliers, à Brest, « enracinés dans une réalité populaire et ouvrière », par contraste avec d'autres rocardiens, parisiens et « droitiers ».

De mêmes trajectoires politiques ont lieu, à cette époque, au niveau des fédérations départementales. Ces jeunes hommes ont ainsi en commun de faibles ressources sociales et culturelles, et une trajectoire politique qui passe par tous les échelons locaux du MJS, jusqu'au poste d'Animateur fédéral, qui correspond à une appartenance au Conseil national du MJS. S'ils sont pour la plupart adhérents de l'Unef au même moment, ils n'y occupent pas de responsabilités et ne participent pas à ses Congrès : c'est bien le MJS leur lieu d'investissement et de socialisation central. Au cours de cette même période, ce type de trajectoire « heureuse » ne concerne pas de la même manière les quelques jeunes femmes membres de cette génération de fondateurs, même lorsqu'elles bénéficient, au contraire, de ressources sociales et scolaires très importantes, ou peut-être à cause de ce décalage avec les autres membres de leur génération.

---

<sup>11</sup> Selon la déclaration de sa « fiche » sur le site de l'Assemblée nationale : elle est en effet également députée depuis 1997.

## 2. L'établissement de normes « militantes » après 2003

### L'ENTRETIEN D'UNE TRADITION MILITANTE

Les caractéristiques sociales et les trajectoires politiques des quatre présidents qui se succèdent à la tête du MJS de 1993 à 2001 marquent nettement le rôle des fondateurs dans la construction et l'entretien de normes dominantes. En effet, ceux-ci partagent non seulement des caractéristiques sociales similaires, mais surtout une trajectoire commune, vécue ensemble, à partir des jeunes rocardiens et du Finistère. Tous les quatre sont d'abord membres simultanément du MJS et des clubs « Forum XXI ». Laurent en est le président en 1993, au moment où ceux-ci sont dissous pour engager les jeunes rocardiens dans le MJS dont Bruno prend la présidence. Dans le Finistère, Philippe succède à Bruno au poste d'Animateur Fédéral du MJS quand celui-ci devient président en 1993. Erwan adhère au MJS en 1993 dans le Finistère et succède à Philippe en tant qu'AF quand celui-ci « monte » au Bureau National en 1995, avant de rejoindre lui-même le BN fin 1995. Ils partagent également une même reconversion de leur capital politique, en tant que présidents du MJS, dans les cabinets ministériels des gouvernements Jospin : Bruno au cabinet de Martine Aubry, ministre de l'emploi à partir de 1997, Laurent auprès du Ministre de la Défense, Alain Richard, comme conseiller pour la communication en 1998, Philippe au cabinet d'Elisabeth Guigou en 2000, garde des sceaux, et enfin Erwan devient conseiller de François Hollande (alors député et premier secrétaire) début 2001.

Cette reconversion est essentiellement due à leurs compétences proprement partisans. L'hétérogénéité de leurs origines sociales<sup>12</sup> comme de leurs niveaux de diplôme<sup>13</sup>, qui contraste avec l'homogénéité quasi-parfaite de leurs trajectoires politiques, montre qu'il est possible pour des hommes qui ne correspondent pas entièrement à leurs attendus ouvriéristes de s'approprier ces normes viriles. Autrement dit, ces normes « militantes » qui permettent de conjuguer les qualités propres à ces hommes de courant et leur récent investissement dans les mouvements sociaux dans une même démonstration de virilité, tiennent davantage, dans leurs usages, du genre masculin que d'un habitus populaire.

Ces normes « militantes », particulièrement bien accordées aux exigences auxquelles font face les premiers dirigeants du MJS « autonome » sont ainsi maintenues au-delà de leurs conditions d'émergence. Ce maintien devient néanmoins de plus en plus problématique à mesure que le MJS s'installe dans une situation de « partenaire critique » des gouvernements Jospin. En effet, depuis l'arrivée de ce dernier à la tête du PS en 1995, les relations entre le parti et son organisation de jeunesse se sont apaisées, et la proximité entre les deux groupes dirigeants s'incarne dans l'installation de Bruno comme conseiller politique à la jeunesse de L. Jospin dès la fin de son mandat de président du MJS. La présence du PS au gouvernement a ensuite grevé la participation des membres du MJS à des mobilisations étudiantes. A partir de 1997, et plus encore après les élections régionales de 1998, l'investissement dans les mobilisations de lutte contre le FN constitue un « refuge » pour les pratiques « militantes » des membres du MJS, refuge qu'incarne particulièrement Erwan, qui en est le responsable au Bureau national. Son accession à la présidence du mouvement en 1999 peut ainsi se

---

<sup>12</sup> Les trois successeurs de Bruno sont fils d'un proviseur et d'une femme au foyer ; d'un steward d'Air France et d'une artisanne couturière ; d'un enseignant d'EPS et d'une secrétaire.

<sup>13</sup> De la licence au 3<sup>ème</sup> cycle, en passant par un diplôme d'IEP de province suivi par une maîtrise de science politique à Paris 1.



comprendre comme une tentative pour maintenir cette identité virile mise à mal par le contexte politique. Il est révélateur à cet égard que, pour la première fois depuis 1993, il n'y a pas un seul candidat « naturel » à la présidence du mouvement, mais deux.

Et en effet, après le mandat de Erwan, la direction du MJS connaît une féminisation importante, conjuguée à une forte élévation du niveau de diplôme de ses cadres nationaux. Sans revenir ici en détails sur cette période [Bargel, 2007], elle est révélatrice des évolutions du positionnement du MJS depuis 1997, désormais « partenaire » du gouvernement et investi dans la rédaction de propositions programmatiques concernant notamment les droits des femmes (en politique) et des homosexuels, de l'affaiblissement de son recrutement au sein des mouvements sociaux et étudiants, et du contexte de préparation de la campagne présidentielle de L. Jospin. L'entretien de la tradition « militante » initiée en 1993 n'est ainsi plus suffisante pour maintenir l'homogénéité des caractéristiques sociales et scolaires des dirigeants de l'organisation.

## DOUBLE OPPOSITION ET RETOUR DES APPARATCHIKS

Ce n'est qu'avec l'évolution brutale de la configuration politique et partisane dans laquelle évolue le MJS après le 21 avril 2002 que cette tradition, à nouveau en affinité avec les contraintes structurelles qui s'exercent sur l'organisation de jeunesse, peut être réactivée avec succès, par les mêmes « anciens ». La défaite de L. Jospin à l'élection présidentielle et la présence du candidat du FN au second tour ont pour conséquence immédiate un réinvestissement massif des membres du MJS dans les mobilisations de « jeunesse » et en retour un canal de recrutement renouvelé – et ce d'autant plus aisément que l'organisation s'illustre depuis plusieurs années déjà dans des actions anti-FN.

« A Paris, samedi, [Erwan], conseiller de François Hollande et ancien leader du Mouvement des Jeunes Socialistes, a manifesté en blouson, une matraque prête à servir. Ce n'était pas les fascistes qu'il redoutait mais bien les gauchistes, ces voisins de manif. "Depuis des années, ils nous ont chassés physiquement des manifestations. Sur la défense des sans-papiers, la mondialisation, ils voulaient nous interdire de parler. Désormais, on sera là. On n'a pas honte. Et s'ils veulent nous charger, on leur répondra." »<sup>14</sup>

Sur le plus long terme, l'après-2002 marque une situation de double opposition pour le MJS : opposition au gouvernement de droite d'une part, à la direction du PS d'autre part puisque ses membres dirigeants participent à la création du Nouveau parti socialiste. Dans ce contexte, la nécessité de compétences politiques d'appareil est réactivée, tout comme le sont les valeurs viriles de démonstration de force dans les « luttes » et les mouvements sociaux. Olivier et Toufic incarnent, chacun à leur manière, ces deux nécessités. Le premier, élu en 2003, est un ancien membre de la direction de l'Unef, syndicat étudiant constitué, on l'a vu, comme référence « militante » au sein des jeunes socialistes, au sein duquel il a, de plus, joué un rôle d'animateur de « tendance »<sup>15</sup>.

« Avant, à l'UNEF, j'avais le rôle du porte-flingue, j'étais le porte-flingue. Je n'étais pas là pour le fond, j'étais là pour mettre des tartes aux gens, vraiment. Je faisais ce qu'on me demandait de faire, je n'étais pas chiant, faut être méchant, je suis méchant. (...) Donc moi ce que j'ai surtout appris, c'est ça, c'est la structuration politique, les rapports de force entre les groupes, le développement d'un réseau politique, ce genre de choses. (...) Je pense qu'on m'a

<sup>14</sup> *Le Nouvel Observateur*, mai 2002

<sup>15</sup> Nouvelle Gauche, sous-groupe partisan majoritaire au MJS, est présente sous forme de « tendance » minoritaire à l'Unef à cette époque.

demandé d'être président [du MJS] parce que j'avais une analyse politique qui était surtout très structurée. C'est un vrai parcours d'apparatchik : ce qui m'a valu une ascension rapide, c'est que j'ai très vite compris les rapports de force entre les différents groupes politiques, que j'ai vite compris la structuration, que je n'ai jamais eu peur du rapport de force. (...) Et finalement, dans ma génération, j'étais celui qui y arrivait le mieux à chaque fois, voilà. J'étais un militant, mais j'étais surtout un mec qui, à la fois, savait analyser les situations politiques, et savait proposer des stratégies politiques. J'ai plutôt un profil à la Camba, quoi. C'est moche de dire ça ! (...) Finalement dans le critère de choix que font les aînés pour savoir qui est-ce qui peut être président, c'est aussi savoir quel rapport de force tu peux assumer face au parti. »

Les « anciens », c'est à dire les membres du groupe « fondateur » de 1993, et en particulier le premier président du MJS « autonome », Bruno, conservent en effet un rôle important dans la désignation du ou de la candidat-e du groupe majoritaire à la présidence du MJS<sup>16</sup>. Celui-ci explicite ainsi l'importance du contexte politique dans les logiques de désignation de Toufic comme (seul) candidat à la présidence, contre une autre prétendante très diplômée :

« Elle aurait été très bien dans une période où on peut être force de proposition pour le PS. Dans un contexte d'opposition à cette droite dure, il fallait un bagarreur. »

Tout se passe comme si seuls de jeunes hommes d'origine populaire pouvaient incarner, dans ce contexte, l'organisation de jeunesse du PS. Toufic, de plus, symbolise tant par ses caractéristiques sociales que par sa trajectoire politique, l'investissement de l'organisation dans la lutte contre le FN : enfant de migrants du Maghreb, il s'engage d'abord au PS dans sa ville, Toulon, contre le Front national qui en détient alors la mairie.

Si ce retour de la tradition « militante » est possible, c'est non seulement parce que les « anciens » restent présents dans la détermination des normes légitimes, mais également parce que la valorisation d'un habitus masculin fonctionne comme un principe unificateur des compétences des dirigeants et sert d'unificateur entre des membres de l'organisation, en majorité des hommes<sup>17</sup>, aux trajectoires sociales diverses. L'observation de moments de sociabilité (Congrès, trajets en bus, collages de nuit, « pots » qui suivent les réunions, etc) révèle en effet l'importance des démonstrations d'une masculinité exacerbée. Ainsi, « l'obscénité ritualisée » [Largueze, 1995] présente dans les bizutages, qui concernent tout particulièrement les étudiants sélectionnés socialement et scolairement des « écoles » [Corbiere, 2003], se retrouve sous des formes très comparables dans les activités de jeunes supporters populaires de l'AJA [Guyon, 2008] que dans les chants prisés par les membres du MJS qui animent les trajets en bus. Ces pratiques viriles permettent de réunir autour de valeurs communes les membres de l'organisation issus de milieux sociaux différents. Plus largement, certaines activités politiques de ces jeunes partisans sont également des occasions de valorisation de valeurs de force et de virilité, dont l'organisation du service d'ordre pour des manifestations ou des meetings, ou les actions « coups de poings » sont de bons exemples.

Les mobilisations étudiantes en sont l'illustration la plus valorisée : tout à la fois démonstration de force politique de l'organisation, voire de la « jeunesse », et démonstration de l'intensité de l'engagement, y compris physique, de ses membres, ceux-ci constituent la référence majeure de la tradition « militante » telle qu'elle se reconfigure au sein de NPS, qui rassemble désormais les groupes dirigeants du MJS et de l'UNEF. La mobilisation contre le CPE est ainsi la traduction de l'hybridation des normes « militantes » des deux organisations – comme nous le dit un ancien membre de la direction du syndicat étudiant, avec ce

---

<sup>16</sup> Les modalités de prise de décision au sein du groupe politique sont entièrement informelles, en vertu d'un nécessaire « consensus ».

<sup>17</sup> Le MJS affiche une mixité quasi-parfaite de ses adhérent-e-s (48-52%) ; néanmoins, les répondants à nos questionnaires sont aux deux-tiers des hommes, tout comme les trois-quart des responsables fédéraux.

mouvement, « le MJS est devenu une orga militante ». La tradition « militante » du MJS « autonome » trouve ainsi à se renforcer et à se compléter avec l'intégration de l'histoire de l'Unef au sein de l'histoire commune de ce groupe politique renouvelé : Bruno peut ainsi s'approprier l'histoire des leaders étudiants de l'Unef.

« C'est rigolo, on s'est rendu compte qu'on avait tous les dirigeants importants, on va dire majeurs, des grands mouvements [étudiants] depuis 86 à NPS aujourd'hui. On va les réunir autour d'une table, là, dans une quinzaine de jours, on va faire un meeting où on va les réunir, sur la question du débouché politique, sur globalement qu'est-ce que ça signifie dans cette société que tous les 10 ans y'ait un mouvement de jeunesse, quels ont été les débouchés politiques, en quoi aujourd'hui les questions qui étaient posées par ces mouvements ont été résolues ? On va faire un truc avec [David] Assouline, [Philippe] Darrulat qui était président de l'Unef à l'époque, qui est du mouvement de 86, Isabelle Thomas, on va mettre aussi Pouria Amirshahi, Constance Blanchard qui était la leader du mouvement lycéen l'année dernière et puis, on ne va pas mettre les actuels [du mouvement anti-CPE] parce que ça ferait trop grossier mais... »

Cette fusion des groupes politiques au sein de NPS renforce enfin les propensions aux rappels à l'orthodoxie « militante » de la part de ceux qui constituent désormais ensemble l'opposition « de gauche » au sein du Parti socialiste, et qui sont ainsi les plus enclins à mettre en avant la nécessaire reconquête par le parti de liens avec les milieux populaires comme avec « le mouvement social ».

« Pour moi, l'héritage entre guillemets de la Gauche socialiste et tout ça, c'est : ce qui prime, c'est ce qu'il se passe dans le mouvement social. Moi je ne suis pas au PS parce que je trouve que le PS ils sont gentils et beaux, je suis au PS parce que c'est le parti qui est capable d'être le débouché politique d'une transformation de la société. Et si c'était un autre parti, je serais dans un autre parti, je serais dans le parti qui pourra porter ça. »

Réciproquement, leur prétention à incarner ce « mouvement social » par leurs pratiques « militantes » constitue le motif de leur loyauté maintenue au PS. Ainsi, à partir de 2002, l'inscription « militante » du MJS, comme son « autonomie », sont d'autant plus fortement réinvesties qu'elles répondent aux contraintes propres à la position de conflit avec la direction du PS des dirigeants des organisations de jeunesse qui lui sont liées.

Lucie BARGEL, « La résistible ascension des femmes à la direction du Mouvement des jeunes socialistes », *Genèses*, n° 67, 2007, pp. 45-65

Jean-Claude CHAMBOREDON, « Classes scolaires, classes d'âge, classes sociales. Les fonctions de scansion temporelle du système de formation », *Enquête. Cahiers du Cercom*, n° 6, 1991,

Annie COLLOVALD, « Pour une sociologie des carrières morales des dévouements militants », *L'humanitaire ou le management des dévouements*, Rennes: Presses Universitaires de Rennes, 2002, pp. 177-229

Martine CORBIERE, *Le bizutage dans les écoles d'ingénieurs. L'asymétrie des sexes comme ressort d'action d'une idéologie défensive*, Paris: L'Harmattan, 2003,

Mattei DOGAN, « Les filières de la carrière politique en France », *Revue française de sociologie*, vol. 8, n° 4, 1967, pp. 468-492

Pascal DURET, *Les jeunes et l'identité masculine*, Paris: PUF, « Sociologie d'aujourd'hui », 1999, 176 p

Daniel GAXIE, « Economie des partis et rétributions du militantisme », *Revue française de science politique*, vol. 27, n° 1, 1977, pp. 123-154

- Daniel GAXIE, « Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action collective », *Revue Suisse de Science Politique*, vol. 11, n° 1, 2005,
- Stéphanie GUYON, « Supporterisme et masculinité : l'exemple des ultra à Auxerre », *Sociétés et représentations*, 2008,
- Eric HOBSBAWN, « Inventer des traditions [ed. original "Inventing Traditions" in Eric HOBSBAWN et Terence RANGER, *The Invention of Tradition*, Cambridge University Press] », *Enquête. Anthropologie, histoire, sociologie*, n° 2, 1995 [1983],
- Philippe JUHEM, *SOS-Racisme, histoire d'une mobilisation « apolitique ». Contribution à une analyse des représentations politiques après 1981*, Thèse de science politique, Université Paris 10, 1998, 868 p
- Brigitte LARGUEZE, « Statut des filles et représentations féminines dans les rituels de bizutage », *Sociétés contemporaines*, vol. 21, n° 3, 1995, pp. 75-88
- Gerard MAUGER, « Introduction », In Karl MANNHEIM (dir.), *Le problème des générations*, Paris: Nathan, 1990, pp. 123
- Gérard MAUGER, « Espace des styles de vie déviants des jeunes des milieux populaires », In Christian BAUDELLOT et Gérard MAUGER (dir.), *Jeunesses populaires. Les générations de la crise*, Paris: L'Harmattan, 1994
- Michel OFFERLE, *Les partis politiques*, Paris: PUF, « Que sais-je », 2000 [1987], 127 p
- Yves POIRMEUR, « Emblème, repère, enjeu : le social au Parti Socialiste », In CURAPP (dir.), *Le « social » transfiguré. Sur la représentation politique des préoccupations « sociales »*, Paris: PUF, 1990,
- Bernard PUDAL, *Prendre parti Pour une sociologie historique du PCF*, Paris: Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1989, 322 p
- Henri REY et Françoise SUBILEAU, *Les militants socialistes à l'épreuve du pouvoir*, Paris: Presses de la FNSP, 1991, 291 p
- François DE SINGLY, « Les habits neufs de la domination masculine », *Esprit*, n° 196, 1993, pp. 54-64
- Isabelle SOMMIER, « Virilité et culture ouvrière : pour une lecture des actions spectaculaires de la CGT », In Philippe BRAUD (dir.), *La violence politique dans les démocraties européennes occidentales*, Paris: L'Harmattan, 1993, pp. 341-366
- Benoît VERRIER, *Loyauté militante et fragmentation des partis. Du CERES au PDC*, thèse de science politique, Université Maurice Schuman Strasbourg 3, 2003, 590 p
- Karel YON, *Des révolutionnaires professionnels aux professionnels de la politique ? Étude du courant « Convergence(s) socialiste(s) »*. Mémoire de DEA Gouvernement, Université Paris 1, 2001, 228 p